

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 375 / Septembre 2022

## TENDANCES CONJONCTURELLES

### 2<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2022

Après le redressement du premier trimestre, la conjoncture économique poursuit sa reprise au second trimestre. L'inflation progresse, tirée par les prix de l'énergie. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, est en hausse. En ce qui concerne les entreprises, les importations de biens d'équipement et d'investissement augmentent sur le trimestre et sur l'année. L'activité du secteur du BTP est également en reprise. Le trafic international repart, et devrait poursuivre son augmentation dans les prochains trimestres avec l'assouplissement des mesures sanitaires pour entrer sur le Territoire et la réouverture des frontières le 11 juillet.

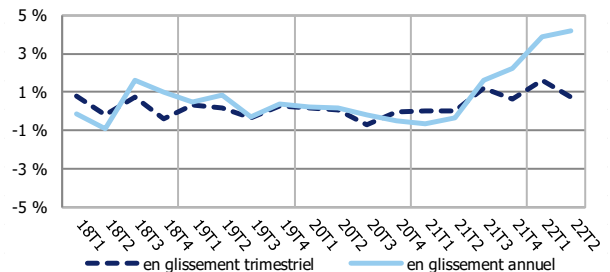
### Un deuxième trimestre qui accentue la reprise du premier trimestre

#### Un indice des prix toujours en hausse

L'indice des prix à la consommation augmente de 0,7 % sur un trimestre, après la hausse de 1,6 % au premier trimestre. Tous les prix progressent : +0,1 % pour les services, +0,7 % pour l'alimentation, +0,8 % pour les produits manufacturés, +2,5 % pour l'énergie.

En rythme annuel, l'indice est également en hausse (+4,2 %), notamment à cause des prix de l'énergie (+23,2 %). En effet, les prix des hydrocarbures ont beaucoup augmenté durant l'année : +24,4 % pour l'essence et +22,8 % pour le gasoil de juin 2021 à juin 2022. Les prix des services (+3,5 %), de l'alimentation (+2,0 %) et des produits manufacturés (+1,9 %) sont également en hausse.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : STSEE, données trimestrielles

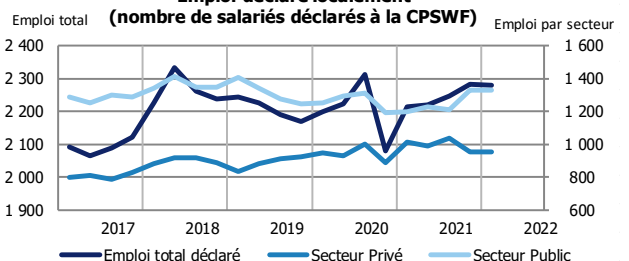
#### Augmentation de l'emploi déclaré dans le secteur public, recul dans le secteur privé

Selon les données à fin mars 2022, 2 280 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 282 à fin décembre 2021. L'emploi est stable en rythme trimestriel (-0,1 %) et augmente en rythme annuel (+3,0 %).

À fin mars 2022, 1 328 salariés travaillent dans le secteur public, presque autant qu'au trimestre précédent (-0,2 %) et en hausse par rapport à l'année précédente (+10,8 %). Le secteur privé compte 952 salariés, comme au trimestre précédent, et en baisse en rythme annuel (-6,2 %).

Dans le secteur privé, par rapport au trimestre précédent, l'emploi déclaré augmente dans l'ensemble des secteurs, hormis dans celui des services (-6,7 %). Les secteurs du commerce, du BTP et de l'industrie/artisanat sont en hausse par rapport au quatrième trimestre (respectivement +3,2 %, +7,1 % et +7,4 %).

Emploi déclaré localement



Source : CPSWF

## La consommation des ménages en hausse

Après leur hausse au premier trimestre (+14,4 %, CVS), les importations de biens de consommation sont également en progression au deuxième trimestre (+4,3 %, CVS), à 443 millions de F CFP (données CVS). Elles sont en forte augmentation en glissement annuel (+71,3 %, CVS), à cause de leur faible niveau au deuxième trimestre 2021.

Les importations de biens d'équipement du foyer sont également en hausse sur le trimestre (+31,2 %, CVS) et sur l'année (+115,0 %, CVS), pour s'établir à 187 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont en revanche en baisse sur le trimestre (-18,7 %, CVS) mais en hausse sur l'année (+58,6 %, CVS), à 57 millions de F CFP (CVS).

Avec 23 immatriculations (données CVS), le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs diminue sur le trimestre (-19,5 %, CVS) et sur l'année (-8,3 %, CVS<sup>1</sup>).

La consommation d'électricité s'inscrit en hausse sur le trimestre (+3,5 %, CVS) et sur l'année (+10,3 %, CVS).

À fin juin 2022, les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent. En baisse sur l'année (-18,8 %), le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmente sur le trimestre (+3,1 %), passant de 193 à 199 personnes. Après plusieurs trimestres de baisse, le nombre d'incidents de paiement par chèque repart à la hausse, à la fois en rythme trimestriel (+55,0 %, soit 186 incidents contre 120 au premier trimestre) et en rythme annuel (+6,9 %). Le nombre de retraits de cartes bancaires est nul, comme lors du trimestre précédent.

## Le rebond de l'investissement des entreprises se confirme

Après leur forte augmentation au premier trimestre (+37,5 %, CVS), les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises sont encore en hausse au deuxième trimestre (+20,9 %, CVS) et surtout sur l'année (+46,0 %, CVS). Les importations de biens intermédiaires progressent également par rapport au premier trimestre (+40,2 %, CVS) et sur l'année (+37,7 %, CVS).

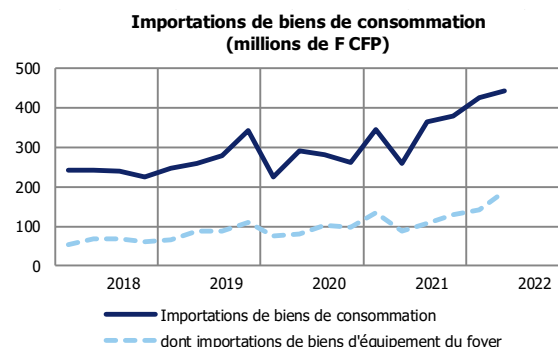
Avec 53 immatriculations (données CVS), les immatriculations de véhicules utilitaires sont stables par rapport au premier trimestre (-0,3 %, données CVS<sup>2</sup>) et en hausse sur l'année (+21,6 %, CVS).

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises est en légère baisse, à 0,8 % (contre 0,9 % pour les trimestres précédents). Il diminue également en glissement annuel (-0,8 point), constituant le taux le plus faible de ces dernières années (1,3 % en moyenne en 2021, 2,2 % en 2020 et 4,0 % en 2019).

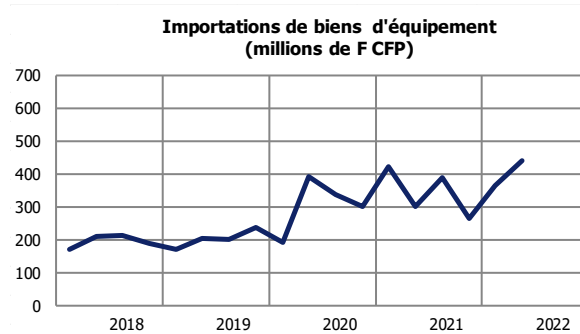
## Les importations sont stables sur le trimestre et en hausse sur l'année

Les importations totales augmentent sur le trimestre (+5,3 %, CVS) et sur l'année (+41,4 %, CVS), avec des importations faibles au deuxième trimestre 2021. Elles s'élèvent à 2 562 millions de F CFP (données CVS).

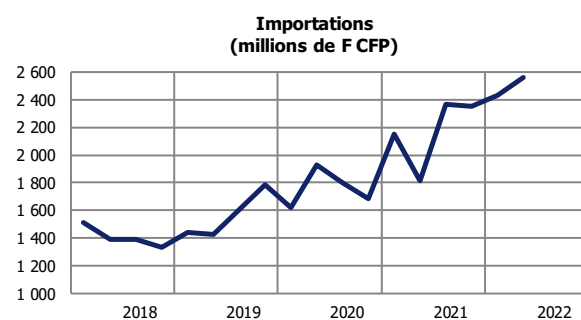
Premier poste d'importations, les importations de produits alimentaires sont en augmentation par rapport au premier trimestre (+9,0 %, soit 716 millions de F CFP contre 657 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires à destination des entreprises (respectivement 441 et



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

<sup>1</sup> Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules.

<sup>2</sup> Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

490 millions de F CFP, CVS) représentent à elles deux 931 millions de F CFP au deuxième trimestre 2022 contre 714 millions de F CFP au premier trimestre, soit une hausse de 30,4 % (CVS).

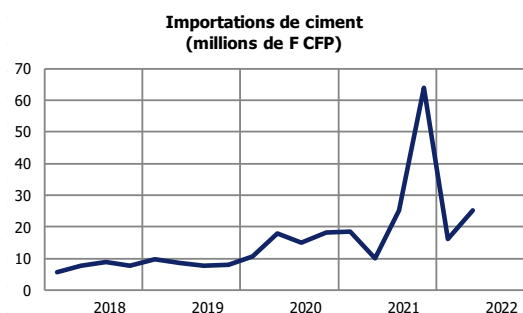
Les revenus douaniers et les taxes d'entrée progressent de 8,6 % sur le trimestre, à 495 millions de F CFP (CVS), un niveau également en forte augmentation par rapport à celui du deuxième trimestre 2021 (+55,3 %)<sup>3</sup>. Les taxes intérieures sur la consommation (alcool, tabac, hydrocarbures) sont également en augmentation sur le trimestre (+4,7 %, CVS) et stables sur l'année (+0,2 %, CVS).

## Situation positive pour les principaux secteurs d'activité

### Le secteur du BTP en reprise

Après la progression exponentielle du quatrième trimestre (+176,9 %, CVS) et la diminution au premier trimestre (-77,6 %, CVS), les importations de ciment enregistrent une augmentation, en rythme trimestriel (+55,7 %) comme en rythme annuel (+149,2 %, CVS). Ces importations s'élèvent à 25,2 millions de F CFP (CVS), contre 16,2 millions de F CFP (CVS) au trimestre précédent, et 29,6 millions de F CFP en moyenne sur l'année 2021 (CVS). En fin de premier trimestre, les effectifs salariés sont en augmentation (+7,1 % à fin mars par rapport à fin décembre) pour s'établir à 105 employés.

Ces fortes variations s'expliquent par les difficultés d'approvisionnement liées à la fermeture des frontières et au fait que les entreprises ont tendance à constituer des stocks afin de pallier les délais d'acheminement.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

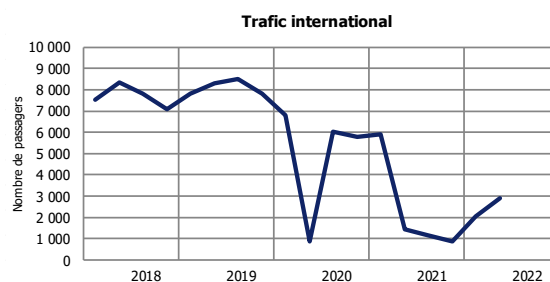
### Une activité commerciale en essor

Après l'augmentation de la plupart des importations au premier trimestre, le secteur du commerce continue à être dans une situation favorable. Les importations de produits alimentaires, de biens d'équipement, de biens d'équipement du foyer et surtout de biens intermédiaires sont en augmentation sur le trimestre (respectivement +9,0 %, +20,9 %, +31,2 % et +40,2 %, CVS). En revanche, les importations d'articles d'habillement sont en baisse (-18,7 %, CVS).

### Un trafic aérien toujours en deçà mais qui reprend

Avec l'assouplissement des mesures sanitaires pour entrer sur le Territoire et la reprise de deux vols par semaine depuis la Nouvelle-Calédonie à partir du 16 juin (contre 1 auparavant), le trafic international est en hausse au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre (+39,7 %, CVS) et surtout par rapport au deuxième trimestre 2021, moment de la suspension de la bulle sanitaire avec la Nouvelle-Calédonie (+98,0 %, CVS), avec 2 888 passagers.

Quant au trafic intérieur, il est en importante augmentation sur le trimestre (+96,0 %, CVS) et sur l'année (+282,0 %, CVS), à cause des restrictions sanitaires du deuxième trimestre 2021. Le trafic aérien global s'élève ainsi à 7 393 passagers au deuxième trimestre, soit une très forte augmentation en rythme trimestriel (+69,3 %, CVS) et en rythme annuel (+180,3 %).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

Il devrait continuer à progresser dans les prochains trimestres, notamment avec la réouverture des frontières le 11 juillet et le retour à 2 vols par semaine depuis fin juin. En outre, les mesures sanitaires imposées pour entrer sur le Territoire s'assouplissent progressivement : plus de confinement imposé à l'hôtel à partir du 11 juillet ; plus de confinement de 3 jours à domicile à partir du 9 août ; plus de test PCR nécessaire pour embarquer pour Wallis à partir du 19 août ; plus de test antigénique à partir du 26 août ; plus de nécessité d'un motif impérieux pour les non-vaccinés à partir du 9 septembre.

<sup>3</sup> Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

## La conjoncture régionale et internationale

### LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES S'ASSOMBRISSENT A NOUVEAU

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022. Ces prévisions ont été revues à la baisse de 0,4 point par rapport à celles publiées en avril 2022. Cette révision s'explique par une inflation plus importante qu'anticipée dans le monde, plus particulièrement aux États-Unis et en Europe, mais également par un net ralentissement de l'activité en Chine suite aux restrictions sanitaires mises en place et enfin par de nouvelles répercussions négatives liées à la guerre russe en Ukraine. En 2023, l'activité mondiale pourrait croître de 2,9 % selon le FMI, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux précédentes prévisions d'avril.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,1 % au deuxième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après un repli de 0,4 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par un recul des investissements des entreprises et des dépenses publiques. Les achats de logement de la part des ménages sont également orientés à la baisse dans un contexte de hausse rapide des taux directeurs. Sur l'ensemble de l'année, le FMI anticipe désormais une croissance du PIB de 2,3 %, soit une révision à la baisse de 1,4 point par rapport aux estimations d'avril.

Dans la zone euro, l'activité a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre après une hausse de 0,5 %. L'activité économique a notamment retrouvé une dynamique positive dans le secteur du tourisme grâce à la levée des restrictions sanitaires. Le taux de chômage continue de reculer pour s'établir à 6,6 % à fin juin (contre 7,9 % un an plus tôt) tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation a atteint 8,6 % dans la zone à la même date. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'avril.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une contraction de 0,2 % au trimestre précédent. La consommation des ménages a rebondi (+0,3 % après -1,2 %), en particulier dans l'hébergement-restauration (+13,4 %). L'investissement des entreprises a quant à lui ralenti (+0,2 % après +0,4 %), tout comme les exportations (+0,9 % après +1,8 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 2,3 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 2022 après une croissance nulle au premier trimestre. La consommation des ménages a retrouvé une dynamique positive (+1,2 %) grâce à la levée des restrictions sanitaires dans le pays. La chute du yen depuis le début de l'année déséquilibre toutefois la balance commerciale japonaise dont le solde est déficitaire depuis août 2021. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une progression du PIB de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,6 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions strictes imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,3 % selon le FMI, soit 1,1 point de moins que les prévisions d'avril. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 6,0 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité progresser de 7,4 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 05 septembre 2022.

### L'INFLATION N'ÉPARGNE PAS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

L'inflation poursuit sa dynamique de forte croissance pour atteindre des sommets dans de nombreux pays : le conflit entre l'Ukraine et la Russie pèse lourdement sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires. La succession de confinements en Chine a également fortement perturbé les circuits d'approvisionnement.

En **Australie**, la croissance du PIB est de 3,3 % en glissement annuel entre mars 2021 et mars 2022. Pour l'année 2022, le PIB devrait progresser de 4,2 % selon les prévisions du FMI (avril 2022). À noter que ces prévisions ont été revues à la baisse en juillet 2022 pour l'ensemble des pays développés, sans que le niveau ne soit précisé pour l'Australie. Les prix à la consommation augmentent de 6,1 % en glissement annuel au second trimestre 2022 du fait des hausses importantes des prix des logements neufs (+5,6 %) et du carburant (+4,2 %). L'inflation sous-jacente est à son niveau le plus élevé depuis le début de la série en 2003. La Reserve Bank of Australia a d'ailleurs relevé le 6 septembre son taux directeur de 0,50 point de pourcentage pour atteindre 2,35 %. Il s'agit de la cinquième hausse consécutive.

Le PIB **néo-zélandais** augmente de 5,1 % en glissement annuel entre mars 2021 et mars 2022. Les projections du FMI pour l'année 2022 étaient de 2,7 % en avril 2022 (prévisions également révisées à la baisse en juillet). La Nouvelle-Zélande subit comme les autres pays de fortes tensions inflationnistes : son IPC augmente de +7,2 % en glissement annuel au second trimestre 2022 (niveau sans précédent depuis juin 1990). Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand a poursuivi sa politique de fort resserrement monétaire en augmentant son taux directeur pour la septième fois consécutive : cette dernière hausse de 0,50 point de pourcentage du 17 août porte désormais le taux directeur à 3,00 %.

L'**Indonésie** voit la croissance de son économie accélérer au second trimestre 2022 à +5,4 % en glissement annuel (5 % au trimestre précédent). Productrice de premier plan de matières premières, telles que le charbon, le nickel ou l'huile de palme, elle a tiré parti de la hausse des cours mondiaux. La Bank of Indonesia a relevé ses taux directeurs de 0,25 point (à 3,75%). Il s'agit de la première hausse depuis 2018 dans un contexte d'accroissement des pressions inflationnistes (+4,9 % en glissement annuel en juillet soit un plus haut de 7 ans et au-delà de la borne cible de la banque centrale comprise entre 2 et 4 %).

Le PIB du **Japon** a rebondi au second trimestre 2022 à 2,2 %, croissance jugée fragile par les autorités nippones. L'inflation sous-jacente est en légère augmentation à 2,4 % en rythme annualisé en juillet, soit au-dessus de la cible des 2 % de la Bank of Japan et à un plus haut de 7 ans. C'est toutefois nettement inférieur aux valeurs enregistrées dans les autres économies du G10 (souvent comprises entre 8 et 10 %). Dans ce contexte, la Bank of Japan fait figure d'exception parmi les banques centrales des économies développées puisqu'elle prévoit de maintenir sa politique ultra accommodante.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Bank of Indonesia, BoJ.